

• Dix ans après, le nouveau coup de main de Lionel Jospin au chantier de l'université

vendredi 04.11.2011, 05:20 - La Voix du Nord



Lionel Jospin a posé la première pierre d'un chantier qu'il a approuvé il y a... dix ans.

| LES VISAGES DE L'ACTUALITÉ |

C'est lui qui, depuis Matignon, avait décidé en 2001 de valider le renforcement du pôle universitaire de Maubeuge. Dix ans plus tard, Lionel Jospin était hier au pied du lycée Pierre-Forest pour poser la première pierre d'un projet dans lequel l'État aura finalement brillé par son absence.

PAR FLORENT MOREAU flomoreau@lavoixdunord.fr PHOTOS DIDIER CRASNAULT

Photos avec les ouvriers du chantier, petits mots de circonstances, serrages de mains : souriant et disponible, le dernier socialiste à avoir occupé Matignon évoluait hier en terrain conquis, au milieu d'un chantier qui n'avait pas attendu sa première pierre pour débiter. Outre les « fans », se tenaient aux côtés de Lionel Jospin plusieurs maires de gauche et le président du conseil régional, Daniel Percheron. Avec ce dernier, on avait là, si l'on excepte les élus locaux, les deux responsables de la création de cette future antenne de l'université de Valenciennes.

Premier ministre, Lionel Jospin en avait adopté le principe au cours du comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire, à la demande notamment du maire fraîchement élu qu'était alors Rémi Pauvros. Ses successeurs à Matignon n'ayant jamais versé un centime, c'est finalement le président du conseil régional qui, en 2007, se substituait de facto à l'État en faisant voter près de 10 millions d' E de crédits (sur un coût total de 13 M) par l'assemblée régionale... Hier, bizarrement, la députée (UMP) Christine Marin n'était pas présente.

Poser une première pierre provoque chez Lionel Jospin « de la frustration » a-t-il expliqué dans son discours : « J'ai plutôt du goût pour les bâtiments achevés. » Il a tout de même répondu à l'invitation pour faire plaisir à Rémi Pauvros - « un ami depuis longtemps » - et Daniel Percheron et parce qu'« il semble bien que je n'aie pas été totalement étranger à la décision initiale. » Lionel Jospin a rappelé que le Nord - Pas-de-Calais s'était doté de deux universités (d'Arras et du littoral) grâce au plan universités 2000 lancé non pas il y a dix, mais vingt ans, en 1991, lorsqu'il était ministre de l'Éducation nationale. Il a par ailleurs regretté la baisse des budgets consacrés à l'enseignement et la recherche en France.

« Je veux rendre hommage à votre ténacité et votre sens de l'avenir » a-t-il dit à l'adresse des élus sambriens. Avant lui, dans le théâtre du Manège qui accueillait les orateurs, R. Pauvros s'était remémoré cette journée d'avril 2001 où, reçu à Matignon, il avait obtenu l'accord de M. Jospin sur deux dossiers, l'université et la politique de la ville. Le président de l'Agglo s'est dit convaincu que l'université créera « une dynamique et une attractivité en centre-ville », et n'a pas voulu polémiquer sur « les péripéties (...) qui expliquent le temps mis pour concrétiser une décision de 2001. » Nostalgique lui aussi - « tu incarnes ces temps où le pays ne doutait pas » -, D. Percheron a lui fustigé l'inéquité territoriale dont serait victime notre région en matière de dotations de l'État.

A la tribune, la position la plus délicate était celle tenue par le sous-préfet Olivier André, représentant d'un État qui aurait dû financer l'essentiel du projet, mais qui apportera finalement « un million d'E pour équiper le bâtiment. » Commentaire d'un confrère à l'issue du discours : « En gros, l'État paie les chaises et les tables. » •